



VSPB · FSFP

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

PUBLICATION AUTORISÉE DÈS LE 24.11.2011 – 11.30 HEURES

Communiqué de presse

Campagne de sensibilisation

STOP À LA VIOLENCE CONTRE LES POLICIERS

Berne, 24 novembre 2011

Même pour la police, la violence n'est pas un risque du métier

pd - Au cours de leur travail quotidien, les policières et les policiers sont de plus en plus souvent victimes de violences. Suite aux actes délictueux de criminels, de manifestants enclins à la violence, de hooligans, de casseurs sous l'influence de l'alcool ou simplement de gens désireux d'exprimer leur mécontentement – de plus en plus de policières et de policiers se retrouvent à l'hôpital après leurs engagements.

En novembre 2009 déjà, la Fédération suisse des fonctionnaires de police (FSFP) lançait la pétition «Stop à la violence contre la police». Elle tenait alors à attirer l'attention du public sur cette situation inacceptable et à initier le débat politique à ce sujet. Deux ans plus tard et après de nombreuses agressions, la FSFP exige des faits et non plus des discussions. C'est la raison pour laquelle la Fédération lance aujourd'hui sa campagne de sensibilisation STOP À LA VIOLENCE CONTRE LES POLICIERS. «Même si nous portons un uniforme pendant notre travail quotidien, nous n'en sommes pas moins, avant tout, des êtres humains, qui avons des familles et des enfants, ainsi que des soucis et des craintes», a déclaré Jean-Marc Widmer, vice-président de la FSFP lors de la conférence de presse à Berne.

La semaine dernière encore, un policier a été grièvement blessé à Trélex près de Nyon lors d'un contrôle de circulation. Le conducteur incriminé a ralenti à la vue de la police. Un policier s'est alors dirigé vers le milieu de la chaussée et a fait signe à l'automobiliste de s'arrêter. Mais ce dernier, au lieu de freiner, a accéléré à fond et a foncé volontairement sur le policier de 59 ans, qui par grande chance s'en tira, «seulement», avec les deux jambes brisées. «Pour moi, il s'agit d'une tentative de meurtre», s'insurge Jean-Marc Widmer, qui rappelle différents cas de violence contre des policières et policiers: «La violence n'est cependant pas que physique. Souvent, nos collègues sont insultés ou la cible de crachats. De même, la violence psychique laisse des traces importantes.»

La violence ne touche pas des uniformes, mais des êtres humains

Pour la campagne de sensibilisation STOP À LA VIOLENCE CONTRE LES POLICIERS, la police ne se présente pas en tant qu'institution, mais se focalise sur le policier et la policière. Les affiches montrent une personne vulnérable en uniforme. «Nous voulons ainsi faire prendre conscience que la violence, dirigée en règle générale contre l'uniforme, touche toujours une personne», assure Jean-Marc Widmer. En outre, un flyer résumant les revendications essentielles de la FSFP et de la European Confederation of Police (EuroCOP) a été rédigé. EuroCOP a également créé un pin's de solidarité, utilisé dans l'ensemble de l'Europe pour les campagnes consacrées au thème de la violence contre la police. Ce ruban noir et bleu constitue un symbole de solidarité envers les policières et policiers victimes de violences. Pour présenter à la population notre campagne de solidarité, des



VSPB · FSFP

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

PUBLICATION AUTORISÉE DÈS LE 24.11.2011 – 11.30 HEURES

stands d'action seront dressés l'après-midi à Winterthur (16 à 20 heures), Lausanne (14 à 17 heures) et Lugano (15 à 19 heures). Des policières et des policiers de différents cantons y expliqueront notre campagne de sensibilisation au public. Dès ce jour, les affiches et les flyers seront disponibles dans les postes de police, de même que dans les locaux de différentes administrations et de nos partenaires.

Les directeurs de police soutiennent le projet de la FSFP

«Lorsque la Fédération suisse des fonctionnaires de police, par des journées d'action comme celle d'aujourd'hui, attire l'attention sur cette évolution et engage l'opinion publique à cesser de considérer la violence contre les policières et les policiers comme des peccadilles ou des bagatelles, ses revendications ne peuvent rencontrer de ma part que la sympathie la plus totale et un soutien sans partage», dit Karin Keller-Sutter, directrice de la sécurité du canton de Saint-Gall et présidente de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police CCDJP. L'individualisme, la «société du plaisir» et la prétention à pouvoir en tout temps faire et laisser faire tout ce qu'on désire, même dans les lieux publics, reviendraient à repousser à l'arrière-plan les valeurs traditionnelles. «Mais j'ai l'impression que le manque de respect envers les forces de police a même surpassé encore celui que l'on rencontre dans la société en général», constate-t-elle clairement. Il y a un an déjà, le comité de la CCDJP a donc très clairement soutenu l'action que vise la pétition de la FSFP «Stop à la violence contre la police». En outre, la CCDJP se déclare favorable des deux prochaines révisions du Code pénal suisse: d'une part la modification du droit des peines dans le livre 1 consacré aux dispositions générales, qui prévoit la réintroduction des courtes peines privatives de liberté; d'autre part l'harmonisation du cadre des peines dans le livre 2 réservé aux dispositions spéciales..

Les chiffres parlent d'eux-mêmes

Selon les statistiques criminelles de la police, les nombres de cas relevés son clair et sans appel : alors qu'en l'an 2000 encore, on relevait pour l'ensemble de la Suisse 774 infractions contre l'art. 285 CPS (violence et menace contre les autorités et les fonctionnaires), ce nombre s'est élevé à plus de 2000 cas par an entre les années 2008 à 2010, avec un point culminant à 2350 en 2009 (2010: 2'258 cas). Pendant la même période, les jugements pénaux contre des violations de l'art. 285 CPS ont passé d'environ 600 à plus de 1400 pour les adultes et de 34 à 148 pour les mineurs. C'est la raison pour laquelle la FSFP, en novembre 2009, a adressé au Conseil fédéral et au Parle-ment sa pétition intitulée STOP À LA VIOLENCE CONTRE LA POLICE. Elle demande la réintroduction dans le Code pénal suisse des courtes peines privatives de liberté et inconditionnelles, l'augmentation de l'amende minimale en cas de violence et de menace contre les autorités et les fonctionnaires et le doublement des peines en cas de récidive, comme dans la législation française.

La politique assume ses devoirs

Les autorités politiques suisses ont déjà fait des premiers pas dans la bonne direction: c'est ainsi que le Conseil national a décidé en octobre 2010, par 144 voix contre 62, de renvoyer la pétition à sa Commission des affaires juridiques pour un nouvel examen, alors que cette dernière avait décidé de ne pas entrer en matière sur cette pétition. En octobre 2010, la consultation relative à la modification du droit des sanctions du CPS (réintroduction des courtes peines privatives de liberté) a été lancée. En



VSPB · FSFP

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

PUBLICATION AUTORISÉE DÈS LE 24.11.2011 – 11.30 HEURES

décembre 2010, la consultation sur l'harmonisation du CPS (durcissement des peines à l'art. 285, al. 2 – violence et menace contre les fonctionnaires) a été lancée. Vu les consultations en cours, le traitement de la pétition STOP À LA VIOLENCE CONTRE LA POLICE n'a dans un premier temps plus été poursuivi. En septembre 2011, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a confirmé lors d'une visite à Lucerne que la rédaction du rapport du Conseil fédéral relatif à la consultation 1 (réintroduction des courtes peines privatives de liberté) était presque terminée. «Nous admettons que les politiciennes et les politiciens sont sur la bonne voie. Mais cela ne nous suffit pas. Cette reconnaissance doit enfin être suivie de faits», affirme Jean-Marc Widmer, qui ajoute: «La Fédération suisse des fonctionnaires de police se refuse à considérer que la violence est un risque du métier de policier.»

Pour de plus amples informations:

Jean-Marc Widmer, vice-président FSFP, tél. 079 941 49 38

Heinz Buttauer, présidente FSFP, tél. 076 433 16 28

Max Hofmann, secrétaire général de la FSFP, tél. 076 381 44 64

Coordination des médias:

Reto Martinelli, KommunikationsWerkstatt GmbH, tél. 079 451 10 52

Les images de la conférence de presse et le dossier de presse complet avec les indications relatives aux stands d'action de Winterthur, Lausanne et Lugano sont disponibles sur le site web:

http://www.vspb.org/fr/actualite_evenements_formation/violence_contre_la_police/